

Intervention RTBF – Matin Première – Connexions 24 septembre 2013.

Grégory Piet, thèse en Science politique, Université de Liège, sur les discours des acteurs politiques belges sur le changement climatique depuis la fin des années 1980.

Plusieurs éléments intéressants sont à mettre en évidence sur le débat politique en Belgique sur le changement climatique :

1. Il y a, tout d'abord, un découpage du débat politique belge sur le climat en quatre périodes. **Une 1<sup>ère</sup> période** s'étale de la fin des années 1980 au début des années 2000 et est marquée par une prise de conscience de l'enjeu politique (essentiellement, autour du Sommet de Rio), mais marquée également par une absence de priorités politiques. **Une 2<sup>e</sup> période** allant du début des années 2000 à 2005-2008 – notons que les périodes peuvent se chevaucher, certains temps de transition sont identifiables puisque nous analysons des arguments – voit la mise en priorité politique de l'enjeu climatique. Kyoto a ainsi joué un rôle important dans cette nouvelle vision. **Une 3<sup>e</sup> période** politique allant de la 2<sup>e</sup> moitié des années 2000 au début des années 2010, cette période se dessine autour de la prise en compte d'un potentiel caractère irréversible de changement climatique (c'est le débat sur l'augmentation de la température, par exemple). Un discours sur l'adaptation de la société à l'agenda climatique se développe alors rapidement. Enfin, une **4<sup>e</sup> période**, la période actuelle, entamée déjà après l'échec de Copenhague fin 2009 et des sommets internationaux suivants, où l'on voit une mise en tension au sein des discours politiques belges de l'agenda climatique, d'une part, et, d'autre part, du développement et de l'orientation que les acteurs politiques souhaitent donner à la société de demain.
2. Bien entendu, il y a des **différences entre les partis politiques**. Sans rentrer dans les détails des chiffres, au niveau l'analyse des partis francophones, Ecolo est loin devant les autres partis politiques en termes de priorités du débat climatique depuis 1989. Il est suivi du cdH (pour donner un ordre de grandeur : le cdH a 2 fois moins d'occurrences qu'ecolo), suivi du PS, du MR et des FDF.
3. En **Flandre**, on retrouve, plus ou moins, la même répartition, avec Groen ! accordant le plus de place au débat climatique, suivi du SPA (pour donner également un ordre de grandeur : 2 fois moins d'occurrences que Groen !), suivi du CD&V et du VLD (dans la même proportion) et enfin de la NVA.
4. Une **petite différence** toutefois entre Nord et Sud du pays, dans l'analyse des programmes politiques, puisqu'on note que le débat sur le climat est un peu plus important au Sud du pays.
5. Enfin, si les partis politiques commencent plus clairement à se positionner sur le modèle de société et sur le changement climatique, une forme de climato-scepticisme ou, à tout le moins, une critique de la position dominante sur le climat est identifiée dans les discours du FN, du Parti populaire et du Vlaams Belang.
6. Il ne faut pas oublier que le débat sur le climat a de **multiples répercussions** et ramifications. C'est, certes, un débat à **part entière**, mais c'est aussi un argument pour les acteurs politiques afin de donner une impulsion et de se positionner dans d'autres débats de la société comme l'énergie, le nucléaire, l'environnement, la mobilité,

l'immigration, la recherche scientifique, la géo-ingénierie, les affaires européennes et étrangères, la coopération au développement, etc. Il sert aussi de choix politique pour orienter l'action publique de manière plus large, c'est bien pour cela que ce débat peut créer aujourd'hui des tensions dans le choix du modèle de société que proposent les acteurs politiques et les partis politiques, en particulier.

7. Il faut ajouter que le débat politique belge sur le climat a été relativement **serein** en Belgique, autrement dit, sans vraie opposition idéologique. Les partis traditionnels étant **assez d'accords** sur l'identification d'un enjeu climatique. Toutefois, l'après-Copenhague, les quelques incertitudes scientifiques quant aux scénarii climatiques, le questionnement sur l'impact de l'activité humaine, la crise économique et le choix de privilégier une adaptation de la société à l'agenda climatique, ou au contraire une adaptation de l'agenda climatique à l'orientation choisie de la société créent une tension nouvelle dans le débat politique belge aujourd'hui.